

**Pôle ingénierie
et gestion techniques**

Personne chargée du dossier :
Christine AMOSSÉ
Direction eau et assainissement
Tél. : 02 90 74 75 24

Madame Joanna LECLERCQ
Commissaire-enquêtrice

DEA BE - 2021

Lorient, le 3 août 2021

Objet : Réponses aux observations de la commissaire enquêtrice
Enquête publique relative au zonage d'assainissement pluvial de la commune d'Inzinzac-Lochrist du 21 juin au 21 juillet 2021

Madame la Commissaire Enquêtrice,

A l'issue de l'enquête publique concernant le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune d'Inzinzac-Lochrist, vous avez adressé à Lorient Agglomération une observation émise dans le cadre de l'enquête publique, ainsi que vos questions en matière d'assainissement des eaux pluviales. Vous trouverez ci-dessous les réponses apportées aux différents questionnements.

- **Courriel de M. Christophe GODON relatif au bassin d'orage de Kerprat et à son envasement.**

La commune a pour projet de vidanger les deux étangs de Kerprat afin de préserver la continuité écologique du cours d'eau s'y déversant. Lors des investigations, il a été mis en évidence que le réseau d'eaux pluviales était en mauvais état et qu'une pollution transitait par ce réseau depuis de nombreuses années. Des investigations sont en cours pour comprendre l'origine de la pollution (contrôles des branchements de tous les bâtiments du secteur desservi) et des analyses de l'eau sont également prévues prochainement. Lorient Agglomération va également lancer une étude de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la zone humide et améliorer la gestion des eaux pluviales arrivant dans le vallon de Kerprat. La pollution devra être aussi réglée à cette occasion.

- **Question 1 : Une évaluation de l'état des canalisations du réseau d'assainissement des eaux pluviales a-t-elle été réalisée ?**

Lorient Agglomération n'a pas encore terminé d'évaluer l'état de l'ensemble des canalisations. Des inspections caméras sont réalisées régulièrement avant les travaux ou à l'occasion de problèmes signalés par la commune. De son côté, la commune réalise dans le cadre de sa mission d'exploitation des inspections caméras régulièrement pour diagnostiquer les réseaux. Ces inspections sont bancarisées et seront intégrées sous peu dans le système d'information géographique pour en garder un historique précis.

Parallèlement, Lorient Agglomération travaille avec le cabinet Altéréo sur le schéma directeur des eaux pluviales. Dans leur mission il est prévu de faire un état complet des réseaux par des relevés topographiques afin d'avoir une vue exhaustive du patrimoine.

- **Question 2 : une partie des eaux pluviales lessive les sols urbanisés et peuvent transporter des polluants (hydrocarbures notamment mais aussi d'autres polluants liés**

aux rejets sauvages dans le réseau...)). Ces eaux font-elles l'objet de prétraitement avant d'arriver aux exutoires du Blavet ?

La réglementation n'impose pas de traitement des eaux de pluie, notamment de ruissellement avant rejet au milieu naturel. Pour traiter les eaux des routes il faudrait mettre des bassins de décantation ou des séparateurs à hydrocarbures sur l'ensemble du réseau routier, ce qui n'est pas envisageable pour des raisons de coûts de réalisation et d'entretien. Cependant, dans les nouvelles opérations d'aménagement une gestion des eaux pluviales est demandée permettant de limiter les rejets pollués au milieu. Il est par ailleurs demandé l'installation de séparateur à hydrocarbures pour certaines activités : grand centres commerciaux, entreprises de transports, stations-service et de lavage...

- **Question 3 : dans les zones de densification et d'extension de l'urbanisation, quels moyens de contrôles seront mis en œuvre pour faire respecter cette nouvelle réglementation.**

Les aménageurs devront fournir une étude hydraulique, voire un dossier Loi sur l'eau selon les cas. Cette étude devra prendre en compte l'existant et la future imperméabilisation et prévoir les ouvrages de rétention/ traitement/ régulation en conséquence.

La Direction Eau et Assainissement délivre un avis à chaque permis d'aménager et vérifie la faisabilité du projet. Sur le terrain, nous n'avons pas à l'heure actuelle les moyens humains pour vérifier les travaux sur toutes les opérations. Nous suivons particulièrement les opérations pour lesquelles une rétrocession de réseau est prévue ou envisagée.

- **Question 4 : Dans les zones de densification importantes, maisons en bandes sur parcellaire de petite taille par exemple, des distances sont imposées entre le dispositif (puisard d'infiltration), les bâtiments (5 m), la limite de propriété (3 m) et les arbres (3 m). Lorsqu'il peut être difficile de mettre en place un dispositif individuel, est-ce qu'un moyen de collecte collectif des eaux pluviales à petite échelle peut-être envisagé ?**

A ce jour aucun système n'a été développé pour gérer les eaux pluviales à petite échelle sur la commune mais en cas d'inondation ou de problème récurrent il est envisageable de créer des ouvrages, y compris sous voirie pour gérer les eaux pluviales des secteurs très denses. A une échelle plus importante, il a été créé un bassin enterré sous voirie dans la rue du puits permettant de gérer les eaux de ruissellement de la voirie et les rejets des gouttières d'une cinquantaine d'habitations.

J'espère avoir apporté un éclairage suffisant aux observations formulées, et vous prie d'agréer, Madame la Commissaire Enquêtrice, l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président,

Jo DANIEL